



Assemblée générale

PROVISOIRE

A/42/PV.90

11 décembre 1987

FRANCAIS

LIBRARY

Quarante-deuxième session

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA 90e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le jeudi 3 décembre 1987, à 10 heures

Président : M. FLORIN (République démocratique allemande)
puis : M. PETERS (Saint-Vincent-et-Grenadines)
(Vice-Président)

Financement des Forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au
Moyen-Orient [125]

- a) Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement : rapport de la
Cinquième Commission

Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux
peuples coloniaux [18]

- a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui
concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance
aux pays et aux peuples coloniaux
b) Rapport du Secrétaire général
c) Projets de résolution
d) Rapport de la Cinquième Commission
e) Lettres de la Suède et de la Norvège

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français
et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les
Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des
interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation
intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section
d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau
DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du
compte rendu.

La séance est ouverte à 10 h 30.

POINT 125 DE L'ORDRE DU JOUR

FINANCEMENT DES FORCES DES NATIONS UNIES CHARGÉES DU MAINTIEN DE LA PAIX AU MOYEN-ORIENT :

- a) FORCE DES NATIONS UNIES CHARGÉE D'OBSERVER LE DÉGAGEMENT : RAPPORT DE LA CINQUIÈME COMMISSION (A/42/840)

Le PRESIDENT (interprétation du russe) : Je donne la parole à M. Félix Aboly-Bi-Kouassi, Rapporteur de la Cinquième Commission, pour présenter le rapport de la Cinquième Commission sur le point 125 a) de l'ordre du jour.

M. ABOLY-BI-KOUASSI (Côte d'Ivoire), Rapporteur de la Cinquième Commission : J'ai l'honneur de présenter le rapport de la Cinquième Commission (A/42/840), relatif au point 125 a) de l'ordre du jour, intitulé "Financement des Forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient : Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement". A sa 48ème séance, la Cinquième Commission a adopté deux projets de résolution concernant le financement de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement. Ces projets de résolution figurent au paragraphe 6 du rapport de la Commission.

Par le projet de résolution A, l'Assemblée générale affecterait un montant de 17 664 000 dollars aux opérations de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement pour la période allant du 1er décembre 1987 au 31 mai 1988 inclus et autoriserait le Secrétaire général à engager mensuellement des dépenses pour la Force jusqu'à concurrence d'un montant brut de 2 944 000 dollars pendant la période allant du 1er juin au 30 novembre 1988 inclus, au cas où le Conseil de sécurité déciderait de proroger le mandat de la Force au-delà de la période de six mois spécifiée dans sa résolution 603 (1987).

Par le projet de résolution B, l'Assemblée générale déciderait de suspendre l'application des dispositions des alinéas b) et d) de l'article 5.2 et des articles 4.3 et 4.4 du règlement financier en ce qui concerne le montant de 1 331 921 dollars, qui devrait, sinon, être annulé en vertu desdites dispositions; ce montant serait inscrit au compte visé dans le dispositif de la résolution 33/13 E de l'Assemblée générale et serait maintenu sur ce compte jusqu'à ce que l'Assemblée prenne une nouvelle décision.

J'ai le plaisir, au nom de la Cinquième Commission, de recommander à l'Assemblée générale pour adoption les deux projets de résolution que je viens de présenter.

Le PRESIDENT (interprétation du russe) : S'il n'y a pas de proposition en vertu de l'article 66 du règlement intérieur, je considérerai que l'Assemblée générale décide de ne pas examiner le rapport de la Cinquième Commission.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation du russe) : Par conséquent, les déclarations seront limitées aux explications de vote.

Les positions des délégations à l'égard des recommandations de la Cinquième Commission ont été clairement exprimées à la Commission et figurent dans les comptes rendus officiels pertinents.

Je voudrais rappeler aux membres que par le paragraphe 7 de sa décision 34/401, l'Assemblée générale a décidé que :

"Lorsqu'un même projet de résolution est examiné dans une grande commission et en séance plénière, les délégations, dans toute la mesure du possible, doivent n'expliquer leur vote qu'une seule fois, soit en commission, soit en séance plénière, à moins que leur vote en séance plénière ne diffère de leur vote en commission."

Les recommandations de la Cinquième Commission, qui figurent au paragraphe 6 de son rapport (A/42/840), consistent en deux projets de résolution, A et B.

Nous allons maintenant procéder au vote.

A la Cinquième Commission, il a été procédé à un seul vote sur les deux projets de résolution. Si je n'entends pas d'objections, l'Assemblée générale procédera de même.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation du russe) : Je vais maintenant mettre aux voix les projets de résolution A et B. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Birmanie, Bolivie, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chine, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Danemark, Emirats arabes unis, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Finlande, France, Gambie, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée équatoriale, Guyana, Honduras, Iles Salomon, Inde, Indonésie, Irlande, Islande, Israël, Japon, Jordanie, Lesotho, Liban, Luxembourg, Malaisie, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Népal, Nicaragua, Niger, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal,

Qatar, République démocratique allemande, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sainte-Lucie, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Singapour, Somalie, Suède, Swaziland, Tchad, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Zaïre, Zimbabwe.

Votent contre : Albanie, Jamahiriya arabe libyenne, République arabe syrienne.

S'abstiennent : Afghanistan, Algérie, Cuba, Iraq, Maldives.

Par 94 voix contre 3, avec 5 abstentions, le projet de résolution est adopté (résolution 42/70 A, B).

Le PRESIDENT (interprétation du russe) : Nous avons ainsi terminé l'examen de l'alinéa a) du point 125 de l'ordre du jour.

POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

- a) RAPPORT DU COMITE SPECIAL CHARGE D'ETUDIER LA SITUATION EN CE QUI CONCERNE L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (A/42/23; A/AC.109/889-891, 892 et Add.1 et 2, 893 et Add.1, 894 et Add.1, 895, 896 et Add.1 et 2, 897, 898 et Add.1, 899-903, 904 et Corr.1, 905-912, 913 et Add.1, 914, 915, 918, 921 et 932)
- b) RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL (A/42/601)
- c) PROJETS DE RESOLUTION (A/42/L.38, L.39)
- d) RAPPORT DE LA CINQUIEME COMMISSION (A/42/845)
- e) LETTRES DE LA SUEDE ET DE LA NORVEGE (A/42/733, A/42/763)

Le PRESIDENT (interprétation du russe) : Avant de donner la parole au premier orateur, je propose que la liste des orateurs désireux d'intervenir dans le débat sur ce point soit close aujourd'hui à midi.

S'il n'y a pas d'objection je considérerai que l'Assemblée adopte cette proposition.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation du russe) : Je donne maintenant la parole au Rapporteur du Comité spécial sur la situation relative à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui va présenter le rapport de ce comité.

M. ARNOUSS (République arabe syrienne), Rapporteur du Comité spécial sur la situation relative à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (Comité spécial des Vingt-Quatre) (interprétation de l'anglais) : En tant que Rapporteur du Comité spécial sur la situation relative à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, j'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée générale, pour examen, le rapport du Comité spécial sur ses travaux en 1987, contenu dans le document A/42/23.

Le rapport relatif au point 18 de l'ordre du jour est présenté conformément aux dispositions du paragraphe 12 de la résolution 41/41 B du 2 décembre 1986 sur l'application de la Déclaration, par laquelle l'Assemblée priait le Comité spécial de continuer à rechercher les moyens d'assurer l'application immédiate et intégrale

M. Arnouss

de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale dans tous les territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance, et en particulier de formuler des propositions précises pour l'élimination des derniers vestiges du colonialisme.

Conformément à cette résolution et à d'autres résolutions connexes, le Comité spécial a examiné, au cours de l'année, la situation de l'application de la Déclaration dans les derniers territoires et formulé une série de recommandations en vue d'accélérer le rythme de la décolonisation et de favoriser le progrès politique, économique et social des populations du Territoire, ainsi que le développement de leur instruction.

Ces recommandations concernaient les activités des intérêts étrangers, économiques et autres qui font obstacle à l'application de la Déclaration; les activités militaires des puissances coloniales et les dispositions de caractère militaire prises par elles dans les territoires sous leur administration; l'application de la Déclaration par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies et renseignements communiqués conformément à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte.

Le Comité spécial a également consacré une grande part de son attention cette année à la décolonisation des petits territoires. A ce propos le Comité spécial a tenu particulièrement compte du fait que les missions de visite des Nations Unies ont fourni un moyen efficace d'évaluer la situation de ces petits territoires. En conséquence, il a une fois de plus insisté sur l'importance de l'envoi de telles missions de visite dans les territoires coloniaux pour faciliter l'application rapide de la Déclaration.

Dans le contexte de la question de la liste des territoires auxquels s'applique la Déclaration, le Comité a également examiné séparément un point intitulé "Décision du Comité spécial en date du 14 août concernant Porto Rico". A ce propos le Comité, après avoir entendu les représentants de plusieurs organisations, a pris une nouvelle décision sur cette question, qui figure au chapitre I de son rapport.

Comme l'indique le chapitre II de son rapport, le Comité spécial s'est acquitté de plusieurs autres tâches qui lui avaient été confiées par l'Assemblée générale dans différentes résolutions, ou à la suite de décisions qu'il avait lui-même prises préalablement, relatives à la diffusion d'informations sur les travaux des Nations Unies dans le domaine de la décolonisation.

A ce sujet le Comité a une fois de plus souligné la nécessité de mobiliser l'opinion publique mondiale en faveur des peuples des territoires coloniaux et, notamment, d'intensifier et de poursuivre la diffusion plus large de l'information sur les luttes que mènent les peuples de l'Afrique australe. Compte tenu du rôle important que jouent les organisations non gouvernementales dans le processus de la décolonisation, le Comité spécial a une fois de plus encouragé ces organisations à poursuivre et à intensifier la campagne contre le colonialisme.

Cette année, le Comité a participé à plusieurs conférences internationales et à plusieurs réunions organisées par les organisations intergouvernementales et non gouvernementales. Compte tenu des résultats constructifs et conformément aux décisions pertinentes de l'Assemblée, le Comité a décidé de continuer à avoir des contacts étroits avec les organisations intéressées et de participer à des conférences, séminaires et autres réunions extraordinaires organisées par ces organisations ainsi que par les organes des Nations Unies intéressés

J'aimerais attirer l'attention des membres sur la proposition contenue dans la partie du chapitre I intitulée "Travaux futurs", qui, le Comité l'espère, rencontrera l'assentiment de l'Assemblée afin de lui permettre de continuer à s'acquitter efficacement de sa tâche.

Le Comité spécial recommande que l'Assemblée générale renouvelle son appel aux puissances administrantes intéressées afin qu'elles prennent toutes les mesures nécessaires pour appliquer la déclaration et les résolutions pertinentes des Nations Unies, conformément au vœu librement exprimé des peuples des territoires concernés. A ce propos, le Comité spécial, compte tenu des résultats utiles obtenus à la suite d'une participation active des puissances administrantes à ses travaux, recommande que l'Assemblée générale demande une fois de plus aux puissances administrantes de continuer à coopérer avec le Comité dans l'accomplissement de son mandat et, notamment, de participer activement à ses travaux sur les territoires se trouvant sous leurs administrations respectives.

En outre, compte tenu du fait que l'Assemblée générale a affirmé qu'une association directe des territoires non autonomes aux activités des Nations Unies et des institutions spécialisées est un moyen efficace d'encourager le progrès des peuples de ces territoires vers une position d'égalité avec les Etats Membres des Nations Unies, le Comité spécial recommande que l'Assemblée générale invite les puissances administrantes à autoriser des représentants des territoires intéressés à participer aux débats en Quatrième Commission et au Comité spécial sur les questions relative à leurs pays respectifs.

M. Arnouss

L'Assemblée générale souhaitera peut-être également renouveler son appel adressé à tous les Etats, aux institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies pour qu'ils respectent les différentes demandes qui leur ont été adressées par l'Organisation des Nations Unies dans sa résolution sur la question de la décolonisation.

Au nom du Comité spécial, je recommande le rapport à l'attention de l'Assemblée générale.

Avant de terminer, je voudrais exprimer à tous les membres du Comité spécial et notamment au Président, l'Ambassadeur Tadesse de l'Ethiopie, et aux autres membres du Bureau, ma profonde gratitude pour les conseils avisés, la coopération et l'appui qu'ils m'ont apportés et qui ont grandement facilité ma tâche de rapporteur.

Le PRESIDENT (interprétation du russe) : Je donne maintenant la parole au Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui va faire une déclaration et présenter les projets de résolution.

M. TADESSE (Ethiopie), Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (interprétation de l'anglais) : Le Rapporteur du Comité spécial des Vingt-Quatre, M. Ahmad Farouk Arnouss de la République arabe syrienne, vient de nous présenter avec son efficacité habituelle, un rapport succinct sur les travaux du Comité en 1987. Ma tâche de président du Comité s'en trouve, comme de coutume, grandement facilitée et je tiens à l'en remercier chaleureusement.

En tant qu'êtres humains et personnes chargées d'un important mandat de cet assemblée, nous avons fait nôtres les aspirations authentiques des millions d'êtres humains qui continuent de languir sous le joug colonial. La grave situation qui règne notamment en Namibie nous inquiète toujours au plus haut point. Les politiques odieuses de l'Afrique du Sud raciste, condamnées universellement, violent et confondent les idées et les principes que défend l'Organisation. Au cours des années, Pretoria, de manière calculée, s'est efforcé de maintenir avec un régime fantoche, une domination coloniale sur le Territoire international. En feignant d'accepter la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, le régime raciste a poursuivi ses pratiques mensongères pour faire échouer le plan des

M. Tadesse

Nations Unies, tout en prétendant favoriser un règlement interne par l'intermédiaire du prétendu gouvernement provisoire.

Le Comité spécial a donc demandé l'application immédiate et inconditionnelle par l'Afrique du Sud des résolutions 385 (1976) et 435 (1978) du Conseil de sécurité. Toute tentative visant à saper le consensus international ou à s'en écarter, consacré dans la résolution 435 (1978), doit être rejetée. Ce consensus, en effet, représente la seule base acceptable pour une transition pacifique de la Namibie vers l'indépendance. Nous redoutons les conséquences incalculables qui accompagneraient toute autre solution.

Le Comité spécial estime impérieux que le Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT) soit mis en place dans le Territoire sans plus tarder. Il compte donc sur la mise en oeuvre rapide de la plus récente décision adoptée sans désaccord par le Conseil de sécurité à ce sujet, dans sa résolution 601 (1987) du 30 octobre dernier.

En attendant la pleine application du plan des Nations Unies, sans préalable ni modification, le Comité spécial a souligné à maintes reprises qu'il était urgent que le Conseil de sécurité adopte des mesures en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies contre le régime de Pretoria. L'expérience passée et actuelle ainsi que la connaissance du comportement de Pretoria montrent qu'il est plus indispensable aujourd'hui que jamais d'exercer une pression accrue sur le régime pour l'amener à se conformer aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.

Il va sans dire que la communauté internationale doit continuer à apporter toute l'aide morale et matérielle aux peuples de Namibie et d'Afrique du Sud, sous la direction de leur mouvement de libération nationale respectif. De même, nous sommes particulièrement conscients des sacrifices constants que font les peuples et les gouvernements des Etats de première ligne et des autres pays africains pour appuyer la cause des peuples de Namibie et d'Afrique du Sud. Nous devons redoubler d'efforts pour les aider par tous les moyens possibles à faire face aux dommages et aux destructions que leur a infligés le régime raciste par ses attaques brutales et son invasion répétée de leurs territoires souverains. Nous rendons un chaleureux hommage à ces Etats pour leur courage et leur soutien désintéressé à la libération de la Namibie et de l'Afrique du Sud, ainsi que pour le rôle vital qu'ils continuent de jouer dans cette lutte.

Le Comité spécial, pour sa part, continuera, dans le cadre de son mandat, à donner au peuple de Namibie et à son seul représentant authentique, la South West Africa People's Organization (SWAPO), un soutien total dans la lutte qu'il mène pour parvenir à son but, une Namibie libre, démocratique et indépendante.

Au cours de l'année sous examen, le Comité spécial a également accordé une grande attention aux problèmes qui touchent les autres territoires coloniaux, notamment dans les régions des Caraïbes et de l'océan Pacifique. Les problèmes auxquels se heurtent souvent ces territoires sont complètement différents et très complexes, en partie en raison de leur faible superficie et de leur population réduite et également de leur isolement et de leurs ressources limitées, comme l'indiquent les conclusions et recommandations faites à cet égard par le Comité spécial.

Assurément, la solution de ces problèmes exige une attention spécifique, adaptée aux circonstances particulières, mais ces considérations ne devraient toutefois pas limiter ou entraver les droits et privilèges des peuples concernés, notamment leur droit de prendre leur propre décision d'avenir. Dans l'exercice des obligations qui leur incombent en vertu de la Charte, les puissances administrantes intéressées doivent reconnaître ces droits et fournir aux peuples de ces territoires la possibilité de prendre leurs décisions librement, sans aucune incitation, selon les normes et les principes internationalement acceptés.

A ce propos, je voudrais souligner qu'il est de la responsabilité des puissances administrantes d'intensifier les programmes d'éducation politique des peuples des territoires qu'elles administrent, afin de leur donner une compréhension et une conscience plus vives des buts et objectifs de la Charte et de la Déclaration contenue dans la résolution 1514 (XV) quant à leur statut futur, et de leur faire connaître toute option qui s'offre à eux.

Dans l'exercice de leur responsabilité principale, telle que définie dans la Charte, les puissances administrantes devraient également faire tout leur possible pour assurer le développement économique des territoires qu'elles administrent, et à cette fin, devraient prendre les mesures nécessaires, bilatérales et multilatérales. Ce faisant, il conviendrait de mettre à profit toute l'assistance qu'offrent les institutions spécialisées et autres organismes de l'Organisation des Nations Unies. Il est de la plus grande importance que ces programmes protègent et garantissent rigoureusement les intérêts bien compris, tant présents que futurs, des populations des territoires intéressés.

M. Tadesse

L'évolution de la situation dans certains des petits territoires exige de la part de notre organisation une vigilance continue; le Comité spécial a l'intention de se consacrer pleinement à la recherche des meilleurs moyens d'assurer la prompte réalisation des objectifs de la Déclaration à ce sujet. Quant à certains autres territoires, nous devons continuer à encourager et à faciliter le processus de consultation et de négociation entrepris par le Secrétaire général en vertu des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. A ce sujet, le Comité spécial appuie entièrement les efforts constants que fait le Secrétaire général afin de trouver des solutions acceptables pour tous les intéressés en conformité avec la Charte et la Déclaration.

Comme notre expérience l'a nettement confirmé, le travail de l'Organisation dans le domaine de la décolonisation se trouve beaucoup facilité lorsque les populations des territoires ont la possibilité véritable d'exprimer leurs aspirations réelles et lorsque les Nations Unies bénéficient de l'entière coopération des puissances administrantes dans leurs activités. Dans le contexte des obligations assumées par ces membres en vertu de la Charte, la coopération des puissances administrantes avec le Comité spécial représente effectivement un élément essentiel de l'élaboration de recommandations appropriées touchant les territoires que ces puissances administrent. Les informations communiquées par leurs représentants et les échanges de vues qui ont lieu pendant que nous examinons ces questions ont constitué une base efficace et très précieuse pour nos délibérations.

Compte tenu du rôle constructif joué dans le passé par les missions de visite, le Comité spécial continue également d'accorder la plus grande importance à l'envoi de ces missions dans les territoires non autonomes. Ces missions se sont révélées un moyen efficace pour recueillir des renseignements appropriés de première main sur la situation sociale, politique et économique des territoires coloniaux et ont permis de dégager directement les vues et aspirations réelles quant à leur statut futur. A cet égard, j'engage vivement toutes les puissances administrantes à coopérer ou à continuer de coopérer avec le Comité spécial, en jouant un rôle actif dans le travail du Comité et en permettant aux missions de visite des Nations Unies d'avoir accès aux territoires que ces puissances administrent.

Nous entendons souvent dire que le travail des Nations Unies dans le domaine de la décolonisation touche à son terme et que nous n'avons plus besoin de consacrer notre temps et nos efforts à un travail qui va bientôt s'achever. En

M. Tadesse

fait, on ne peut pas nier que les réalisations dans ce domaine depuis la création de l'Organisation tiennent une remarquable place dans les annales de cette communauté des nations. Cependant, nous devons toujours avoir à l'esprit les obligations solennelles assumées par tous les Etats Membres en vertu de la Charte à l'égard de plus de trois millions d'êtres humains qui continuent de vivre sous domination coloniale. Conformément aux dispositions appropriées de la Charte, l'Assemblée a établi de longue date les principes et les procédures afférents à la promotion et à la garantie du bien-être des habitants de ces territoires et, en vertu de ces décisions et résolutions, tant qu'il restera un territoire non autonome relevant de la Charte le travail de l'Organisation devra se poursuivre et toutes les ressources nécessaires devront être mises à leur disposition dans ce but. L'économie de nos ressources - argument auquel on a trop souvent recours délibérément - pourra être réalisée grâce à l'application rapide et complète de la Déclaration et lorsqu'il ne figurera plus aucun nom sur la liste des territoires coloniaux.

Le Rapporteur du Comité spécial a déjà fait remarquer que les chapitres appropriés du rapport du Comité soumis à l'Assemblée contiennent un certain nombre de recommandations concrètes relatives aux différents problèmes afférents aux territoires coloniaux restants. J'ai à la fois la conviction et l'espérance très fermes qu'en examinant ce point l'Assemblée générale étudiera attentivement les recommandations du Comité spécial. Je suis sûr que l'approbation que l'Assemblée générale donnera à ces importantes recommandations et à d'autres permettra à l'Organisation de traiter encore plus efficacement les questions coloniales toujours en suspens.

Comme il est noté dans son rapport, le Comité spécial a pu cette année encore arriver à des décisions de consensus sur presque toutes les questions de son ordre du jour. Ce fait traduit un sentiment profond de responsabilité commun à tous les membres du Comité spécial quant à l'élaboration des moyens pratiques pour rechercher des solutions aux questions nombreuses et difficiles que connaît l'Organisation. Je tiens à remercier tous les membres de leur coopération, de leur compréhension et de leur aide qui nous ont permis de parvenir à ces décisions unanimes qui, à n'en pas douter nous rapprochent encore de la réalisation de nos objectifs communs.

A cet égard, je tiens à remercier tout particulièrement l'Ambassadeur Oramas-Oliva, de Cuba, Vice-Président, M. Arnouss, de la République arabe syrienne, Rapporteur, et M. Amari, de Tunisie, Président du Sous-Comité des petits

M. Tadesse

territoires, pour leur contribution constructive à l'adoption par le Comité spécial de bon nombre de décisions de consensus sur des questions importantes. A titre individuel ou collectif, ils ont avec ténacité et dévouement, fait preuve une fois encore de leurs exceptionnelles qualités de diplomate grâce auxquelles ils ont su rallier le consensus dans l'intérêt de l'Organisation. Je remercie vivement aussi les deux autres Vice-Présidents du Comité spécial, l'Ambassadeur Stromholm, de la Suède, et M. Kulawiec, de la Tchécoslovaquie, qui ont joué un rôle actif en tant que membres du Bureau du Comité.

L'aide fructueuse et les sages conseils que m'ont procurés tous les membres du Comité ont permis de mener à bien la tâche qui m'avait été confiée en tant que Président. J'ai contracté une dette personnelle à l'égard de chacun d'entre eux pour le dévouement avec lequel ils ont servi la cause de la décolonisation.

Je voudrais également profiter de l'occasion qui m'est offerte pour rendre un hommage particulier à l'Ambassadeur Moushoutas, Représentant permanent de Chypre auprès de l'Organisation des Nations Unies et Président de la Quatrième Commission, pour l'autorité et l'exceptionnel talent de diplomate qui ont permis à la Quatrième Commission d'achever son travail avec la plus grande efficacité. Son attachement personnel à la cause de la décolonisation est connu, de même que son rôle dans ce processus.

Au nom du Comité spécial, je tiens à remercier chaleureusement la délégation de la Suède pour sa coopération et souligner son rôle précieux dans le travail du Comité spécial au cours des quatre dernières années. Je suis certain que son successeur, qui d'après ce que je crois savoir sera le représentant de la Norvège, l'Ambassadeur Vraalsen, ami de longue date du Comité et homme expérimenté dans ce domaine et dans bien d'autres, poursuivra la grande tradition des pays nordiques et contribuera efficacement à l'exécution des tâches importantes dévolues au Comité spécial.

Notre Secrétaire général, M. Pérez de Cuéllar, a toujours manifesté sa profonde sollicitude et son intérêt à l'égard de la décolonisation. Nous lui sommes reconnaissants de son attachement indéfectible à cette cause et nous le remercions de la coopération et de l'assistance considérables qu'il a données au Comité. Je voudrais également rendre hommage à tous les membres du Secrétariat pour l'aide et le soutien qu'ils ont assurés au Comité tout au long de l'année.

M. Tadesse

Après avoir rapidement passé en revue les principaux faits relatifs à la décolonisation, et conformément à une pratique établie de longue date, j'ai maintenant l'honneur de présenter au nom des auteurs les deux projets de résolution qui sont soumis au titre de ce point dans les documents A/42/L.38 et A/42/L.39. Dans la mesure où ces deux projets de résolution reflètent et l'évolution et les problèmes que je viens de signaler, je ne m'étendrai pas sur leur contenu. Il me suffira de dire que le projet de résolution A/42/L.38 a trait aux aspects généraux de la décolonisation. Entre autres choses, il renouvellerait le mandat du Comité spécial et approuverait son programme de travail pour 1988. Le projet de résolution A/42/L.39 concerne la diffusion d'informations relatives à la décolonisation. En vertu de ce texte, l'Assemblée soulignerait une fois encore l'importance de la publicité en tant qu'instrument destiné à promouvoir les buts et principes de la Charte et de la Déclaration. Le rôle que doit jouer le Secrétaire général à cet égard, en particulier par le biais du Département de l'information, ne saurait être trop souligné.

Au nom des auteurs, je sou mets ces propositions à l'attention des membres de l'Assemblée, avec l'espoir qu'elles feront l'objet d'une adoption unanime.

M. GHAREKHAN (Inde) (interprétation de l'anglais) : Dans un témoignage qui inspire beaucoup de monde et qui hante quelques-uns aujourd'hui encore, Jean-Paul Sartre a écrit qu'il n'y a pas si longtemps, il y avait sur terre deux milliards d'habitants, 500 millions d'hommes et un milliard et demi d'indigènes. Les premiers avaient la parole, les autres en avaient l'usage. Cela prit fin, ajoutait-il. Les bouches s'étaient ouvertes d'elles-mêmes. Des voix jaunes et noires parlaient encore de notre humanisme, mais seulement pour nous reprocher notre inhumanité.

Nous avons été les témoins de la fin. C'est cette organisation, cette communauté internationale de nations, qui a permis l'apparition d'une vague de liberté qui s'est étendue jusqu'aux rivages les plus lointains. Chaque fois que son utilité et son efficacité sont remises en question, le fait que son existence ait contribué à donner une vitalité aussi vigoureuse aux impulsions démocratiques dans les relations internationales constitue un argument des plus logiques de sa pertinence.

Et pourtant la fin reste encore à venir. Spirituellement épuisées et sans force morale, les puissances métropolitaines médiévales ont accepté le caractère inévitable de la liberté et de l'autonomie dans de nombreuses régions du monde

M. Gharekhan (Inde)

dépendant qui étaient leur apanage pendant longtemps, mais de telles régions subsistent encore.

Aux Nations Unies, nous avons eu l'occasion d'entendre les témoignages de pétitionnaires aussi bien devant la Quatrième commission de l'Assemblée que devant le Comité spécial des Vingt-Quatre, qui ont mis en relief le débat de la colonisation. Nous sommes furieux, pas seulement parce que chaque cas de colonialisme est un défi aux normes de conduite internationales et aux règles du droit, mais aussi parce que les raisons de ce combat désespéré du colonialisme pour survivre sont tout à fait claires. Aucune éloquence, aucun dédain ou refus de responsabilité ne peut masquer la vérité tragique de ses intentions.

L'exemple de la Namibie est certainement le plus classique. Les puissances coloniales historiques ont été très circonspectes dans leur recherche de possessions à l'étranger. Il ne leur est pas venu à l'idée de coloniser un voisin immédiat. Dans un passé récent, seul Hitler a essayé de le faire. L'Afrique du Sud et Israël ont suivi son exemple. La ligne de démarcation entre la possession coloniale et l'annexion territoriale dans de tels cas est très mince. Pour Pretoria, nulle frontière internationalement reconnue ne le sépare de la Namibie, sauf celle de la peur qu'elle a choisie de tracer sur la carte. L'Afrique du Sud a besoin de la Namibie, elle a besoin de ses minerais. Elle a besoin de ses eaux. Elle a besoin de son sol en tant que base pour étendre ses plans d'agression et de terreur à l'étranger. Elle a besoin de la garder en captivité.

D'aucuns prétendent que l'abandon de la Namibie serait un prix relativement modeste à payer pour Pretoria, si l'on considère la lutte qu'il doit mener pour faire face à la colère interne et aux sanctions internationales. La sagesse de ce raisonnement échappe totalement à Pretoria qui se rend certainement compte qu'une Namibie indépendante et non alignée contribuerait à isoler le régime raciste, prélude à sa chute méritée.

La persistance de situations coloniales ailleurs, dans le Pacifique sud et dans l'Atlantique sud, en Afrique du Nord-Ouest et dans les Caraïbes et dans d'autres parties du monde qui sont sensibles aux pressions des rivalités et aux doctrines de persuasion stratégique, menace et rend plus fragile la mince trame de fraternité que notre organisation a su tisser. En effet, cette Assemblée a déjà examiné et adopté une résolution réaffirmant la souveraineté de la République fédérale islamique des Comores sur l'île de Mayotte et a exprimé sa conviction qu'un règlement rapide du problème par le biais de négociations est nécessaire.

M. Gharekhan (Inde)

Elle a également approuvé une résolution qui appelait à une reprise des négociations entre les deux parties au différend relatif aux îles Falkland (Malvinas).

Pour l'Inde, nation qui jouit d'une complète liberté depuis maintenant 41 ans, chaque moment de son indépendance est limité et rendu vulnérable si, ailleurs, d'autres sont privés de liberté. Ce n'est pas seulement l'héritage du Mahatma Gandhi et de Jawaharlal Nehru. C'est l'héritage de compassion et de partage qui a motivé notre volonté internationale, même si celle-là n'a pu se transformer en action internationale.

"Ne pleurez pas les morts," a écrit un auteur d'une puissance métropolitaine alors importante, Robin Maugham,

"Ne pleurez pas les morts; gardez tout votre amour pour les vivants et pleurez pour ceux qui meurent de faim ou sont torturés, pour ceux dont l'esprit se meurt alors qu'ils vivent. Séchez vos larmes et éloignez-vous de la vibration des peuples... Vous commencerez à voir que toutes les choses sont liées et que la torture d'un enfant en Orient concerne le monde entier. Vous verrez les hommes tels qu'ils sont et tels qu'ils peuvent être. Vous avez vu que la camaraderie et le sacrifice peuvent contribuer à bâtir un monde nouveau."

Peut-être n'est-ce pas une coïncidence si le débat sur la décolonisation se déroule à cette étape tardive de la session ordinaire, même si la Quatrième Commission essaie de masquer le fait qu'elle termine ses travaux si tôt. Sous la direction de l'Ambassadeur de Chypre, M. Moushoutas, et de l'Ambassadeur de l'Ethiopie, M. Tadesse, la Quatrième Commission et le Comité spécial des Vingt-Quatre ont codifié le problème dans des projets de résolution rédigés en langage onusien. Le problème n'est pas seulement d'adopter ou de ne pas adopter, de s'abstenir ou de ne pas participer au vote. Mais la résolution 1514 (XV) était beaucoup plus que cela pour la plupart. La période du colonialisme fut sombre et glacée, mais toutes les nuits, la Déclaration gardait les colonies à l'abri du froid.

M. Gharekhan (Inde)

mais à mesure que l'hiver arrive, avec ses couleurs, ses fêtes et ses joies, c'est le moment de la réflexion et du regret, de la persuasion et des promesses. Ce n'est qu'ainsi que l'on pourra renouveler la pensée collective en matière de colonialisme et traiter cette question qui est à l'origine de nombreuses autres qui figurent à notre ordre du jour. Si nous restons paralysés par le passé ou figés dans l'immobilisme en raison des pressions, nous ne pourrons jamais rien accomplir. Si, au contraire, nous voulons réellement parvenir à un résultat, les moyens suivront d'eux-mêmes. Autrement, la réputation qui s'attachera à nous sera celle d'une organisation toujours en sommeil dans une ville qui, dit-on, ne dort jamais.

M. NIKULIN (République socialiste soviétique de Biélorussie)

(interprétation du russe) : La question de l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, adoptée sur l'initiative de l'Union soviétique, demeure à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, et elle est toujours d'actualité.

Près de 20 territoires dispersés dans différentes parties du monde sont à ce jour sous domination coloniale. L'Assemblée générale a souligné plus d'une fois dans ses résolutions que la persistance du colonialisme sous toutes ses formes et manifestations, dont le racisme et l'apartheid, les activités des milieux étrangers économiques et autres qui sont contraires à la Charte des Nations Unies et à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, de même que les violations du droit à l'autodétermination et des droits fondamentaux de l'homme dans les territoires coloniaux et les pratiques et les politiques persistantes d'oppression des mouvements de libération nationaux légitimes sont incompatibles avec la Charte et la Déclaration sur la décolonisation et constituent une grave menace à la paix et à la sécurité internationales.

L'Assemblée générale a également réaffirmé à plusieurs reprises la légitimité de la lutte des populations qui se trouvent sous domination coloniale et étrangère afin d'exercer leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance en recourant à tous les moyens nécessaires qui sont à leur portée.

Au sud de l'Afrique persiste une situation de crise aiguë. Les forces de libération nationales et patriotiques qui recherchent l'élimination définitive du colonialisme et du racisme sont âprement aux prises avec le régime de l'apartheid d'Afrique du Sud. Ce régime raciste de haine de l'homme a été stigmatisé par la communauté mondiale en tant que crime contre l'humanité. Il représente une source

M. Nikulin (RSS de Biélorussie)

constante de menace à la paix et à la sécurité internationales. En violant les nombreuses décisions des Nations Unies, dont celles du Conseil de sécurité, en méprisant la volonté de la communauté internationale, le régime raciste d'Afrique du Sud continue à occuper illégalement la Namibie, à exploiter et à piller sans merci ses ressources humaines et naturelles. En cherchant à maintenir sa domination coloniale, le régime de Pretoria a transféré le régime criminel de l'apartheid en Namibie. Non seulement il poursuit une politique de répression dans ce pays mais il commet des actes systématiques d'agression à partir de ce territoire en vue de déstabiliser la situation dans les Etats africains de première ligne voisins, notamment en Angola.

Comme on le sait, le Conseil de sécurité, par sa résolution 602 (1987) du 25 novembre dernier, a résolument condamné le régime raciste d'Afrique du Sud pour la persistance et l'intensification de ses actes d'agression contre la République populaire de l'Angola, contre l'occupation persistante d'une partie de cet Etat qui constitue une atteinte grossière à la souveraineté, à l'intégrité territoriale de l'Angola et a exigé que l'Afrique du Sud cesse immédiatement ses actes d'agression et retire sans condition toutes ses forces de la partie occupée du territoire de ce pays.

La délégation de la RSS de Biélorussie est totalement solidaire de la décision prise par le Conseil de sécurité. Nous appuyons également l'appel adressé par l'Assemblée générale au Conseil de sécurité afin que des sanctions globales et obligatoires soient prises contre l'Afrique du Sud comme le prévoit le Chapitre VII de la Charte. En perpétrant ses activités criminelles, l'autorité sud-africaine s'appuie sur la politique d'"engagement constructif", sur l'aide et le soutien de divers pays occidentaux. Profitant de cette protection, le régime raciste de Pretoria méconnaît les décisions des Nations Unies sur la décolonisation de la Namibie, et demeure sur la voie de l'agression et de l'escalade de la violence et de la terreur contre des Africains autochtones. Le veto des puissances occidentales à l'Organisation des Nations Unies empêche le Conseil d'appliquer des sanctions globales et obligatoires à l'Afrique du Sud.

Le Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'URSS, M. Gorbatchev, dans l'article intitulé "Réalité et garanties d'un monde sûr" écrivait que :

M. Nikulin (RSS de Biélorussie)

"Il y aurait lieu également d'organiser une vaste coordination dans la lutte contre l'apartheid qui est un facteur de déstabilisation de dimension internationale." (A/42/574, p. 8)

La République socialiste soviétique de Biélorussie a toujours estimé que le problème namibien doit être résolu en conformité avec les résolutions des Nations Unies, y compris la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Conformément à une décision prise par le vingt-septième congrès du Parti communiste de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la République socialiste soviétique de Biélorussie se prononce pour la recherche collective d'un règlement de toutes les situations de conflit dans le monde, y compris en Afrique australe et en Namibie.

C'est avec beaucoup de satisfaction que nous avons accueilli la résolution 601 (1987) qui a été adoptée récemment par le Conseil de sécurité. Nous nous félicitons, avec d'autres délégations, de la volonté exprimée par la South West Africa People's Organization (SWAPO) de prendre à nouveau des mesures concrètes, en vue de signer et de respecter un accord de cessez-le-feu avec l'Afrique du Sud, préparant ainsi la voie à l'application de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité.

La délégation de la RSS de Biélorussie se prononce en faveur de l'indépendance véritable et de l'intégrité territoriale de la Namibie, y compris Walvis Bay et les îles du littoral dans les plus bref délais; du retrait immédiat et total de la Namibie des forces et de l'administration de l'Afrique du Sud; et du transfert des pleins pouvoirs au peuple namibien sous la direction de la SWAPO, reconnue par les Nations Unies, l'Organisation de l'unité africaine et le Mouvement des Etats non alignés, comme le seul représentant légitime du peuple namibien.

La question de la réalisation des objectifs définitifs de la Déclaration sur la décolonisation doit être traitée comme un problème indivisible, qui concerne l'élimination des vestiges du colonialisme dans toutes les régions du monde, notamment les nombreux territoires insulaires dispersés dans les océans. Toutefois, les activités économiques et militaires des puissances impérialistes dans ces territoires empêchent l'application de la déclaration sur la décolonisation et l'accession à l'indépendance de ces territoires. En outre, les territoires insulaires transformés en bases militaires servent de bastions aux puissances impérialistes pour écraser les mouvements de libération nationale des peuples et commettre des agressions contre les Etats souverains, menaçant ainsi gravement la paix et la sécurité internationales.

M. Nikulin (RSS de Biélorussie)

Les bases militaires de Guam, de Micronésie, de Diego Garcia, des Bermudes, des îles Turques et Caïques, de Porto Rico et d'autres territoires dépendants ne sont bien entendu pas du tout destinés à préparer les peuples de ces territoires à l'indépendance. Pendant de nombreuses années, ces territoires insulaires coloniaux ont servi - et servent encore actuellement - les intérêts militaires et politiques des puissances impérialistes. Qui plus est, des armes nucléaires sont implantées sur ces territoires.

M. Nikulin (RSS de Biélorussie)

En Micronésie, la Puissance administrante poursuit la transformation par la force de ce territoire stratégique sous tutelle des Nations Unies que sont les Iles du Pacifique en une possession coloniale. La délégation de la RSS de Biélorussie déclare une fois de plus que les mesures prises, ou projetées par la Puissance administrante dans ce territoire sous tutelle des Nations Unies de la Micronésie sont des actes unilatéraux, illégaux contraires à la Charte et dépourvus de toute force juridique. Le sort du peuple micronésien fait est partie intégrante du problème de la décolonisation et il appartient aux Nations Unies et à tous les Etats Membres de ne pas tolérer une situation qui, si elle se prolongeait, serait considérée par le monde comme un fait accompli : l'absorption de ce territoire par la Puissance administrante. Les Nations Unies continuent d'assumer la responsabilité de la Micronésie tant que ce peuple ne sera pas parvenu à une indépendance véritable.

Inspirée par les principes de la politique étrangère soviétique dont les bases ont été écrites lors de la grande révolution d'Octobre, dont le soixante-dixième anniversaire a été fêté cette année par toute l'humanité progressiste, la RSS de Biélorussie se déclare résolument pour l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux à la Namibie, à la Micronésie, à la Nouvelle-Calédonie, au Sahara occidental et à tous les autres territoires coloniaux et non autonomes.

Comme on le sait la RSS de Biélorussie s'est portée coauteur des résolutions A/42/L.38 et L.39 et reste toujours disposée à faire de nouveaux efforts afin de contribuer à la réalisation des objectifs définitifs de la Déclaration sur la décolonisation.

M. OTT (République démocratique allemande) (interprétation de l'anglais) : Les Nations Unies comptaient 100 Etats Membres le 14 décembre 1960 lorsque l'Assemblée générale a proclamé la Déclaration historique sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Ce document, fondé sur une initiative de l'Union soviétique, a marqué un jalon de la lutte pour l'élimination du système colonial impérialiste. Reposant sur les principes de la Charte des Nations Unies, il réaffirmait solennellement et donnait un contenu aux droits inaliénables de tous les peuples à l'autodétermination et à l'indépendance. Son engagement permanent dans la mise en oeuvre de la Déclaration a fait des Nations Unies un foyer international majeur du soutien à la lutte des peuples contre la dépendance et l'oppression coloniales.

Un rapide coup d'oeil à la carte politique du monde actuel et à la composition et l'étendue de notre organisation nous montrent l'étendue des changements qui sont intervenus depuis l'adoption de la résolution 1514 (XV). Les Etats libérés d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine sont devenus un facteur important dans les affaires internationales et les efforts en vue de trouver des solutions aux problèmes de l'humanité de notre époque.

Ceci se reflète de façon claire et convaincante dans les efforts du Mouvement des pays non alignés, dont les activités très variées dans la recherche de la paix, de la sécurité et du désarmement et contre le colonialisme, le racisme et le néo-colonialisme sont hautement appréciés par la République démocratique allemande. Mon pays se place aux côtés de ces Etats et partage leur objectif ultime, qui est en fait notre cause commune : doter le monde d'une perspective réaliste de paix plus sûre. La réalisation de cet objectif implique, entre autres, que les "menaces non militaires à la sécurité" des pays en développement soient éliminées. Outre le sous-développement économique, les phénomènes appartenant à cette catégorie sont la misère généralisée, l'analphabétisme, les maladies etc. Ces problèmes ont à juste titre constitué les principaux sujets de la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement.

En ce qui les concerne, les Etats du Pacte de Varsovie, ont énoncé leur position constructive sur la nécessité de surmonter le sous-développement dans un document intitulé "Vaincre le sous-développement et instaurer un nouvel ordre économique international" (A/42/354).

Je voudrais rappeler une proposition des pays socialistes en vue de créer un système général de paix et de sécurité internationales. Pour la première fois la notion d'une sécurité générale a fait l'objet d'une résolution des Nations Unies. Cette notion s'inspire de l'hypothèse que la paix et la sécurité internationales dans les conditions existantes à l'heure actuelle n'est pas la simple absence ou la prévention de guerre ou encore le règlement des conflits internationaux ou de problèmes épineux par des moyens pacifiques. Cette notion prévoit plutôt un processus dynamique d'actes délibérés en vue de modeler des relations pacifiques entre les Etats dans différents domaines, ainsi qu'une coopération équitable dans la façon d'aborder les problèmes humains du monde.

C'est sous cet angle que nous voyons les tâches que l'Organisation doit entreprendre pour donner encore effet à la Déclaration précitée, d'abord pour éliminer complètement le colonialisme et, ensuite, pour éliminer et prévenir toute

M. Ott (RDA)

forme de néo-colonialisme. Ces conditions sont essentielles pour des relations pacifiques dans différents domaines et exigent une participation universelle de tous les Etats. Ceci nous rapprocherait aussi de la mise en oeuvre des principes définis par la Charte, par exemple, de l'Article premier qui prévoit qu'il faut "développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde."

Je suis très fier de pouvoir dire que la politique étrangère de la République démocratique allemande est conforme à ces principes de la Charte. Nous croyons à leur importance primordiale pour le développement prospère de tous les Etats. Pour les Etats qui se sont libérés des chaînes coloniales et qui ont accédé à l'indépendance politique, de telles relations amicales sont d'une importance réellement vitale. De ce fait, il est particulièrement répréhensible que les puissances impérialistes entreprennent des activités qui équivalent à une ingérence dans les affaires intérieures d'autrui, si elles entretiennent des bandes de mercenaires contre-révolutionnaires ou exercent des pressions similaires en vue de soumettre à leur dévotion les gouvernements de pays indépendants ou même de les renverser. Nous nous référons aux tentatives faites pour maintenir les territoires des pays en développement dans un état de dépendance économique. Tous ces actes visent à dissimuler l'oppression coloniale que la communauté internationale a mis au banc de la société, et à perpétuer l'exploitation des nations intéressées. La République démocratique allemande condamne cette politique de néo-colonialisme qui constitue une violation flagrante de la Charte et des autres instruments pertinents des Nations Unies.

Aujourd'hui, 27 ans après l'adoption de la Déclaration sur la décolonisation, l'Assemblée générale en séance plénière doit encore examiner la question du colonialisme. Ses vestiges empoisonnent l'atmosphère internationale et constituent une dangereuse source de tension et de conflits. Cela vaut pour tous les territoires coloniaux, qu'ils soient grands ou petits, et où qu'ils se situent.

Cela est particulièrement vrai de la Namibie.

Au cours de la présente session de l'Assemblée générale, ma délégation a eu l'occasion de présenter les vues de la République démocratique allemande sur la question de Namibie. Nous préconisons un règlement juste et durable fondé sur les résolutions pertinentes des Nations Unies dans leur intégralité, y compris les résolutions 385 (1976) et 435 (1978).

M. Ott (RDA)

Par esprit de solidarité, mon pays appuie la lutte menée par le peuple de Namibie sous la conduite de son seul représentant authentique, la South West Africa People's Organization (SWAPO). Nous demandons instamment que cesse la collaboration de certains pays occidentaux et de leurs sociétés transnationales avec Pretoria. Les seules forces d'un régime si odieux ne suffisent pas à expliquer qu'il puisse durer aussi longtemps. Il y a avant tout l'aide multiple qu'il reçoit de ses complices.

Il faut prendre des mesures décisives pour faire échec aux racistes. Voilà pourquoi la République démocratique allemande appuie l'appel en faveur de sanctions globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud, conformément au Chapitre VII de la Charte.

L'emploi militaire abusif de petits territoires se révèle de plus en plus être un obstacle majeur à l'octroi aux peuples vivant encore sous domination coloniale de leur droit à l'autodétermination. Ce phénomène nous paraît chaque jour plus préoccupant. Prenons par exemple les îles de la Micronésie. La puissance administrante s'efforce par tous les moyens de légaliser ce qui est en fait l'annexion de cette région sous tutelle stratégique pour y installer des bases militaires nucléaires.

L'opinion publique mondiale doit s'opposer énergiquement à ces activités. Aux termes de l'Article 83 de la Charte, seul le Conseil de sécurité peut décider de modifier le statut d'une région sous tutelle stratégique. Les Nations Unies ont une grande responsabilité pour l'avenir pacifique et indépendant pour la Micronésie et elles devraient se montrer à la hauteur de cette responsabilité en renouvelant leur engagement dans ce sens.

Toutes ces manoeuvres et activités pour se servir des petits territoires comme bases militaires constituent un danger croissant à la paix et à la sécurité dans le monde, outre qu'elles sont contraires aux intérêts des peuples de la région intéressée. Nous demandons la cessation immédiate de ces activités militaires. La République démocratique allemande se félicite que l'Assemblée générale soit une fois de plus saisie d'un projet de résolution à cette fin.

Nous appuyons Maurice dans sa demande que l'archipel des Chagos et l'île de Diego Garcia lui soient retournés immédiatement et nous partageons la conviction du Mouvement non aligné que le droit à l'autodétermination et à l'indépendance des peuples de ces territoires et d'autres est inaliénable.

M. Ott (RDA)

J'aimerais revenir sur ce que j'ai dit au début, à savoir la nécessité, pour les Etats et pour les peuples de faire des efforts concertés sur une base d'égalité. C'est une nécessité à l'heure actuelle car les problèmes auxquels l'humanité doit faire face sont nombreux. Je pense notamment au risque de voir l'humanité détruite dans un enfer nucléaire et aux conséquences imprévisibles qu'il y aurait à ignorer le droit des peuples à un développement équitable et indépendant et à sous-estimer la situation écologique. Ces problèmes ne peuvent être réglés que grâce à une stratégie commune et réaliste de tous les Etats. C'est conscients de cela que les responsables politiques réclament une nouvelle approche dans les relations internationales. Pareille approche implique que l'on prenne des mesures pratiques en vue de la limitation des armements et du désarmement et que l'on renonce à la force et à la politique colonialiste et néo-colonialiste. La République démocratique allemande adhère à ces principes et c'est la raison pour laquelle la solidarité et l'aide aux peuples en lutte pour leur liberté et leur indépendance ont toujours été un des principes de notre politique étrangère. Cette position a toujours trouvé un vaste écho auprès de la population de mon pays.

La République démocratique allemande continuera à faire de son mieux pour que triomphe la juste cause des peuples encore sous domination coloniale. Nous ne nous départirons pas de notre solidarité et nous prendrons part à toutes les activités des Nations Unies visant le respect universel du droit des peuples à l'autodétermination et à l'indépendance.

M. SILVA (Colombie) (interprétation de l'espagnol) : Le processus de décolonisation, qui a transformé la carte géopolitique du monde, est l'une des grandes réalisations du XXe siècle. Deux jalons historiques se détachent dans ce panorama : la Charte des Nations Unies et la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale.

Depuis sa création, l'Organisation des Nations Unies s'est attachée à faire une réalité de l'exercice, par les peuples des territoires non autonomes, de leur droit à l'autodétermination pour donner effet aux principes fondamentaux de sa Charte. A ce propos, l'approbation, en 1960, de la résolution 1514 (XV) qui contient la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux est un événement d'une importance particulière. L'on peut dire que cette résolution et la résolution 1541 (XV), qui la complète et a été adoptée la même

M. Silva (Colombie)

année, constituent l'une des principales bases d'une nouvelle jurisprudence en matière de décolonisation. Celle-ci se fonde sur les principes fondamentaux de l'autodétermination des peuples, de l'intégrité territoriale des Etats et du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans discrimination aucune, que la Charte des Nations Unies consacre et que de nombreuses résolutions et décisions de l'Assemblée générale confirment.

Au cours des 42 dernières années, des dizaines de territoires ont exercé leur droit à l'autodétermination et ont accédé à l'indépendance, transformant plus de 700 millions d'êtres en citoyens d'Etats indépendants et triplant le nombre des Membres des Nations Unies. L'Organisation est ainsi sur le point d'être véritablement universelle.

Les changements profonds intervenus grâce à la décolonisation dans la structure des relations internationales contemporaines confirment que ce processus est à la fois historique et irréversible qu'il est impératif de le mener à bien et qu'il le sera nécessairement. Il y a eu d'immenses réalisations, mais il reste au moins encore autant à faire.

Le colonialisme sous toutes ses formes et manifestations est un anachronisme. La décolonisation, par contre, est une question éthique et morale que sous-tendent des valeurs humaines essentielles et permanentes et qui doit susciter une entraide mutuelle indispensable dans notre monde marqué par l'interdépendance, où seule une véritable union des peuples pourra minimiser la vulnérabilité de tous face aux forces de la nature et de celles créées par l'homme. Le grand objectif du processus de décolonisation, ce n'est pas seulement l'émancipation des peuples encore subjugués, mais la décolonisation totale et complète de tous les territoires dans les domaines économique, politique, culturel et militaire. Nous y parviendrons indubitablement grâce au ferme appui de la communauté internationale.

M. Silva (Colombie)

L'engagement indéfectible de la Colombie envers la cause de la décolonisation remonte aux origines mêmes de la République. Mon pays, avec toute l'Amérique latine, s'est toujours placé à l'avant-garde dans ce domaine et a appuyé de façon décidée et sans réserves les principes de l'autodétermination et de l'indépendance de tous les peuples, ainsi que les objectifs de la Charte des Nations Unies à la réalisation desquels nous avons activement participé en contribuant de façon constructive et constante aux efforts de l'Organisation en faveur de la paix et de la décolonisation.

Pour ce qui est de la décolonisation, il ne faut en aucun cas remettre une solution à plus tard. Tous les cas sont urgents, mais certains ne souffrent déjà plus aucune attente. C'est le cas de la question de Namibie, qui s'est transformée en une cause prioritaire au niveau international. Ma délégation a déjà eu l'occasion de se prononcer sur cette question en cette instance et c'est pourquoi, aujourd'hui, je renouvelle tout simplement l'engagement de la Colombie de travailler avec ténacité et de collaborer à l'indépendance rapide et authentique de ce territoire. La campagne menée à l'échelle mondiale pour obtenir la libération de la Namibie doit donner fruit sans plus de retard et les écueils qui restent encore dans cette voie doivent être éliminés sans délai.

Ma délégation se déclare également solidaire de tous les peuples des territoires non autonomes qui continuent à lutter pour un avenir meilleur qu'ils auront choisi et qui leur donne l'occasion de participer sur un pied d'égalité avec les autres peuples libres de la terre.

Le travail immense que continue d'effectuer le Comité spécial de la décolonisation mérite tous nos éloges. Nous devons également manifester notre reconnaissance pour les nombreuses activités menées en faveur des peuples opprimés par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie et le Comité spécial contre l'apartheid, pour ne citer que ceux-là.

Les efforts et les initiatives inlassables du Secrétaire général des Nations Unies dans la recherche de solutions appropriées aux problèmes qui affligent certains des territoires dépendants méritent nos louanges et exigent en même temps que la communauté internationale les appuie avec détermination afin d'aboutir à des solutions négociées, justes et durables qui permettent aux peuples de ces territoires d'exercer leur droit inaliénable à l'autodétermination.

M. Silva (Colombie)

Les Etats Membres de l'Organisation doivent analyser soigneusement la façon dont ils pourraient contribuer au bien-être des peuples coloniaux et aider ceux qui se sont récemment émancipés à conserver une indépendance véritable.

Toute mesure susceptible de contribuer au succès du processus de décolonisation bénéficierait à l'ensemble de l'humanité.*

M. POSTOWICZ (Pologne) (interprétation de l'anglais) : Nous célébrons cette année le vingt-septième anniversaire de l'adoption par les Nations Unies de l'historique Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Au cours de son application, des résultats significatifs et impressionnants ont été obtenus. Son importance dans le cadre de l'élimination du colonialisme en tant que système ne saurait être niée. La majorité des Etats qui ont vu le jour grâce aux efforts inlassables des Nations Unies et qui se sont engagés dans la voie d'un développement indépendant représentent aujourd'hui une puissance internationale nouvelle et importante, le Mouvement des pays non alignés, qui joue un rôle de plus en plus marquant dans les affaires mondiales en apportant une contribution essentielle aux efforts de décolonisation.

Cependant, à la vive inquiétude de peuples et nations du monde entier, certains pays restent à ce jour privés de leur droit à l'autodétermination et luttent pour la réalisation de leur droit légitime à la liberté et à l'indépendance.

Un certain nombre de territoires dispersés dans les océans Atlantique, Indien et Pacifique demeurent sous domination étrangère. La persistance de l'exploitation coloniale de ce qu'on appelle les petits territoires sous tutelle et dépendants constitue un obstacle des plus grave à l'accession de la population de ces territoires à l'autodétermination et à l'indépendance, comme à l'application des objectifs de la Déclaration. Selon de nombreux documents des Nations Unies relatifs à la situation dans ces territoires, les monopoles étrangers qui s'y trouvent ont presque totalement en leur pouvoir l'utilisation des ressources naturelles et humaines et certaines puissances administrantes, cherchant d'abord à servir leurs intérêts étroits, s'entêtent à vouloir imposer des solutions qui leur permettent de continuer à jouir de certains avantages et privilèges évidents. Il s'agit avant tout de tentatives de créer diverses formes de liens politiques,

* M. Peters (Saint-Vincent-et-Grenadines), Vice-Président, assume la présidence.

M. Postowicz (Pologne)

militaires, économiques et autres entre les territoires non autonomes et les puissances administrantes. Au coeur de ces tentatives se trouve l'intention de maintenir et de légaliser les relations actuelles de dépendance et de domination.

Dans le cas de la Micronésie, par exemple, les actes unilatéraux de la puissance administrante ne peuvent être considérés comme légitimes ou valables en droit. Ils n'entravent pas seulement la réalisation du droit inaliénable de la population à une autodétermination authentique, mais créent en outre une menace grave pour la sécurité de la région. Selon la Charte des Nations Unies, tout changement au statut de la Micronésie en tant que territoire sous tutelle doit se faire uniquement en vertu d'une décision du Conseil de sécurité.

La principale réserve du colonialisme et du racisme sous sa forme la plus odieuse, l'apartheid, persiste en Afrique australe. Le régime colonial et raciste de Pretoria viole de manière désinvolte et flagrante les droits inaliénables des peuples d'Afrique du Sud et de Namibie à l'autodétermination et les frustre de leur aspiration légitime à la liberté et à l'indépendance. Pour prolonger leur existence, les racistes ont fait du terrorisme et des brutalités commises contre la population autochtone une politique d'Etat et recourent à des arrestations massives, à la torture ou carrément à l'assassinat de membres des mouvements de libération nationale.

Méconnaissant ouvertement les nombreuses résolutions et décisions des Nations Unies, le régime raciste d'Afrique du Sud persiste dans son occupation coloniale de la Namibie et cherche à étouffer le mouvement de libération nationale du peuple namibien, sous la conduite de son seul représentant légitime, la SWAPO. Voilà bien des années que le régime raciste de Pretoria, avec l'aide directe et indirecte de certaines puissances occidentales, entrave l'exécution du plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie et s'efforce en outre d'imposer une solution néo-colonialiste du problème namibien.

La Pologne s'est toujours efforcée de contribuer utilement à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Aujourd'hui, nous redemandons de nouveaux efforts et de nouvelles solutions pour faire disparaître le phénomène honteux du passé et pour supprimer tous les vestiges du colonialisme, indépendamment de la superficie d'un territoire ou de sa population. Nous appuierons toutes les activités propres à détruire une fois pour

M. Postowicz (Pologne)

toutes les obstacles dressés par les puissances qui souhaitent préserver leurs intérêts politiques, stratégiques, militaires et économiques, obstacles qui gênent le processus de décolonisation, visent à l'arrêter ou, tout au moins, à le ralentir.

Ma délégation soutient pleinement les pays coloniaux ou occupés et les peuples qui luttent pour la liberté et l'autodétermination; avec les autres Etats Membres de l'Organisation, nous sommes prêts à prendre les mesures pratiques qui permettraient à tous les peuples de décider de leur avenir, librement et en toute indépendance.

M. DOLJINTSEREN (Mongolie) (interprétation du russe) : L'Assemblée générale des Nations Unies examine à nouveau la question de l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, dans laquelle notre organisation proclame clairement le bien-fondé et la légalité de la lutte des peuples coloniaux pour la liberté et l'indépendance. Il est généralement reconnu que ce document, ce manifeste est une source d'inspiration pour les mouvements de libération nationale de nombreux peuples opprimés. La Déclaration a donné une impulsion nouvelle au processus de l'effondrement du honteux système colonial et est devenue un instrument important pour mobiliser l'opinion publique mondiale en faveur du droit des peuples coloniaux à l'autodétermination et les aider dans leur lutte pour l'indépendance et la liberté. En même temps, cette déclaration a incité les combattants anticolonialistes dans l'arène internationale à resserrer les rangs et symbolisé les efforts collectifs déployés par la communauté socialiste et les pays du Mouvement des non-alignés pour garantir l'élimination du système colonial.

Ma délégation estime que l'activité combinée de toutes les forces anticolonialistes aux Nations Unies sur la base de la Déclaration sur la décolonisation et d'autres documents importants s'impose encore plus aujourd'hui, en raison de la nécessité impérieuse d'éliminer les derniers foyers du colonialisme et de surmonter les dures conséquences sociales et économiques de ce système. L'oppression et la répression des racistes marque la vie quotidienne de millions d'êtres humains, notamment en Afrique australe. Beaucoup de pays non alignés, parvenus récemment à l'indépendance, sont encore la proie de crises sociales et économiques liées essentiellement aux graves conséquences du colonialisme de même qu'à la politique néo-colonialiste des puissances occidentales et de leurs sociétés transnationales. Il en découle que la Déclaration des Nations Unies sur la décolonisation conserve toute son actualité aujourd'hui.

Tous les peuples et toutes les forces progressistes du monde ressentent une profonde inquiétude devant la situation grave qui règne en Namibie, dernier grand territoire colonial. En effet, le régime raciste de Pretoria non seulement maintient la Namibie dans l'étau de l'oppression coloniale, mais aussi applique au territoire son système inhumain d'apartheid, que notre organisation a qualifié de crime contre l'humanité. En outre, les racistes d'Afrique du Sud ont fait de la Namibie un bastion d'où ils peuvent commettre des actes d'agression contre les Etats indépendants voisins, spécialement contre l'Angola, ce qui fait peser une grave menace sur la paix et la sécurité dans la région et au-delà.

M. Doljintseren (Mongolie)

On trouve un exemple des agissements barbares de l'Afrique du Sud dans l'occupation continue par ce pays d'une partie du territoire de l'Angola, pays indépendant et souverain, et dans la récente intrusion illégale dans ce pays du chef du régime raciste de Pretoria et de certains de ses ministres. Le peuple et le Gouvernement de la République mongole condamnent énergiquement ces agissements. A cet égard, notre délégation exige une fois de plus que Pretoria mette fin à ses actes d'agression contre la République populaire d'Angola, retire immédiatement et inconditionnellement toutes ses troupes de la partie sud du pays et respecte strictement et scrupuleusement l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Angola.

Il est grand temps que la communauté internationale, et surtout notre organisation et le Conseil de sécurité en particulier, imposent contre l'Afrique du Sud les sanctions globales et obligatoires prévues au Chapitre VII de la Charte et contraignent ainsi les racistes à renoncer à l'occupation coloniale du Territoire international de la Namibie et à abandonner la politique et la pratique honteuses de l'apartheid.

La délégation mongole appuie pleinement le communiqué final de la Réunion des ministres des affaires étrangères et des chefs de délégation des pays non alignés, réunis en octobre dernier, à New York, pendant la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale, au cours de laquelle il a été souligné que :

"[les ministres et chefs de délégation] ont résolument rejeté les tentatives faites par le Gouvernement des Etats-Unis et l'Afrique du Sud raciste pour lier l'application du plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie à des questions extrinsèques et non pertinentes, telles que la présence des forces cubaines en Angola." (A/42/681, par. 40)

La délégation mongole estime qu'il est indispensable que la communauté internationale, notamment notre organisation, continue d'apporter une assistance et un appui efficaces au peuple namibien et à son représentant légitime, la South West Africa People's Organization (SWAPO).

Le fait que diverses îles dans les régions du Pacifique et de l'océan Indien et des Caraïbes aient encore, à ce jour, un statut colonial préoccupe et inquiète notre délégation. Ces territoires sont privés de leur droit inaliénable à l'indépendance et à la souveraineté, et servent les objectifs militaires et stratégiques des puissances occidentales.

M. Doljintseren (Mongolie)

Pays d'Asie, la Mongolie s'inquiète de la dégradation de la situation déjà grave dans divers territoires coloniaux de la région de l'Asie et du Pacifique. Il s'agit avant tout de la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique - Micronésie. L'Autorité administrante se refuse toujours à octroyer l'indépendance et la liberté à ce territoire et lui impose même ouvertement un statut néo-colonialiste, cherchant par là à perpétuer sa domination. Nous en avons notamment le témoignage dans l'acte le plus récent de l'Autorité administrante destiné à annexer de facto ce territoire sous tutelle des Nations Unies. On ne peut interpréter de tels actes que comme une manifestation de plus de la politique de néo-globalisme. La délégation mongole condamne une fois de plus la politique coloniale de l'Autorité administrante dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique et exige que l'Autorité administrante octroie sans plus tarder l'indépendance et la liberté à la Micronésie. Conformément à la Charte des Nations Unies, seul le Conseil de sécurité a le droit de modifier le statut actuel du Territoire sous tutelle des Iles du pacifique.

La délégation mongole appuie également la lutte de la Nouvelle-Calédonie pour la liberté et l'indépendance. De même, le statut colonial de l'archipel des Chagos doit prendre fin et l'archipel, qui englobe l'île de Diego Garcia, doit être restitué à Maurice et les bases militaires étrangères qui s'y trouvent démantelées.

M. Doljintseren (Mongolie)

Notre pays s'associe à la position du Mouvement des pays non alignés qui, à plusieurs de ses réunions, s'est souvent déclaré en faveur de la réalisation par le peuple de Porto Rico de son droit à l'indépendance et à la liberté, conformément à la Déclaration des Nations Unies sur la décolonisation. La délégation mongole appuie également la lutte du peuple du Sahara occidental pour l'autodétermination et l'indépendance.

Nous sommes convaincus que l'élimination immédiate de ces derniers vestiges du colonialisme et le règlement de ...

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole au représentant des Etats-Unis pour une motion d'ordre.

Mme NOE (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais rappeler que Porto Rico n'est pas un point inscrit à l'ordre du jour de la Quatrième Commission et je vous prierai, Monsieur le Président, de demander à l'orateur de limiter ses remarques au point de l'ordre du jour considéré.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je prie l'orateur de s'en tenir au point précis que nous examinons présentement. L'orateur peut poursuivre sa déclaration.

M. DOLJINTSEREN (interprétation du russe) : Nous sommes convaincus que l'élimination immédiate de ces vestiges du colonialisme et le règlement d'autres questions liées aux conséquences du colonialisme ne peuvent manquer d'exercer une influence favorable sur l'atmosphère politique internationale dans son ensemble et de constituer un apport important à l'instauration d'un système général de paix et de sécurité internationales.

L'examen de l'application de la Déclaration sur la décolonisation exige que nous parlions des problèmes de l'élimination des difficultés sociales et économiques que de nombreux pays non alignés et d'autres pays en développement ont hérité de leur passé colonial. En effet, le processus de décolonisation ne pourra pleinement s'accomplir sans l'émancipation économique et sans l'élimination du sous-développement des jeunes Etats qui ont récemment conquis leur indépendance et leur souveraineté.

Nous pensons aussi que l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux doit être renforcée par l'application de la Déclaration et programme d'action pour l'instauration d'un

M. Doljintseren (Mongolie)

nouvel ordre économique international. D'après nous, les Nations Unies et l'Assemblée générale doivent continuer de tenir compte à l'avenir de cet aspect important de la décolonisation.

En conclusion, je voudrais rendre hommage au rôle particulier que jouent l'Organisation des Nations Unies et le Comité spécial des Vingt-Quatre pour ce qui est de mobiliser l'opinion publique mondiale en faveur de la lutte des peuples coloniaux pour l'indépendance et la liberté. Nous appuyons entièrement les recommandations contenues dans le rapport du Comité spécial et nous espérons qu'elles se refléteront dans les résolutions appropriées de l'Assemblée générale. Nous espérons aussi que l'examen actuel par l'Assemblée générale de la Déclaration sur la décolonisation apportera une nouvelle contribution aux efforts entrepris par la communauté internationale pour faire disparaître les derniers vestiges du colonialisme.

M. KAROUI (Tunisie) (interprétation de l'arabe) : La Charte des Nations Unies mentionne expressément et clairement les principes de l'égalité des droits, y compris celui à l'autodétermination de tous les Etats et peuples, grands ou petits. Depuis la création de l'Organisation des Nations Unies, le monde a connu une évolution sans équivalent dans le passé. L'Organisation des Nations Unies et sa Charte reflètent clairement les nouvelles priorités et préoccupations de l'humanité tout entière. La force de notre organisation réside précisément dans sa capacité d'adaptation aux situations nouvelles et dans celle de faire promptement face aux nouveaux problèmes du monde. Il y a lieu de souligner qu'un grand nombre d'Etats qui, dans le passé, ont été sous le joug du colonialisme se sont libérés de l'hégémonie étrangère et sont devenus membres de l'Organisation des Nations Unies en tant qu'Etats indépendants, libres et souverains.

Outre la lutte menée par les mouvements de libération dans le monde, l'Organisation des Nations Unies a joué un rôle historique décisif dans cette évolution toute spéciale en encourageant particulièrement les aspirations des peuples colonisés et en fixant les objectifs et les mesures nécessaires pour accélérer l'accession de ces Etats à l'autonomie et à l'indépendance.

Les efforts de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la décolonisation découlent de la Charte et des principes de la Déclaration de l'Assemblée générale sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux; déclaration par laquelle les Etats Membres rappellent la nécessité de mettre rapidement un terme au colonialisme sous toutes ses formes.

M. Karoui (Tunisie)

En dépit des nombreux accomplissements qui ont été réalisés par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la décolonisation, il existe encore un grand nombre de peuples dans diverses régions du monde qui vivent encore sous la domination étrangère et notre organisation ne cesse de les aider à recouvrer leurs droits à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance. A ce sujet, on ne peut oublier la tragédie des peuples d'Afrique du Sud et de Namibie qui ont été privés de leurs droits légitimes à l'autodétermination et qui sont sans relâche soumis aux formes les plus odieuses de répression et de torture.

Au cours de ces dernières années, la crise du régime raciste en Afrique du Sud s'est aggravée. L'arbitraire de la minorité blanche en Afrique du Sud et en Namibie a atteint son paroxysme contre la majorité noire, et en dépit des pressions qui sont exercées contre ce régime, des vagues de répression et de représailles se sont succédées contre ces deux peuples. Le régime d'Afrique du Sud a également imposé l'état d'urgence et adopté un certain nombre de mesures répressives et arbitraires contre la majorité noire de la population. L'état d'urgence imposé sur une partie du territoire par le régime de Pretoria depuis 1985, a été étendu à tout le territoire et a donné lieu à des assassinats et à la déportation de centaines de personnes de race noire, ainsi qu'à l'arrestation de milliers de personnes, y compris un grand nombre d'enfants encore mineurs, de même qu'à la disparition de nombreux militants politiques.

M. Karoui (Tunisie)

En ce qui concerne le Territoire de Namibie, après la fin du mandat de l'Afrique du Sud décidé par l'Organisation des Nations Unies conformément à la résolution 2145 (XXI) de l'Assemblée générale et l'adoption par le régime d'Afrique du Sud d'un grand nombre de mesures brutales contre tous les aspects de la vie de ce peuple, ce régime a renforcé ses positions d'agression en acquérant de grandes quantités d'armes et en pillant les ressources humaines et naturelles de ce pays. Malgré l'adoption du plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie contenu dans les résolutions 385 (1976) et 435 (1978) du Conseil de sécurité, qui ont été adoptées à l'unanimité par tous les membres du Conseil de sécurité et approuvées par toutes les parties intéressées, y compris l'Afrique du Sud, le régime d'apartheid n'a cessé de créer des difficultés et de recourir à des prétextes et subterfuges afin de maintenir ce territoire sous sa domination et d'entraver tous les efforts de la communauté internationale pour assurer l'application du plan. Le régime de la minorité blanche ne s'est pas contenté de ces mesures arbitraires. Il ne cesse de choquer l'opinion publique internationale en lançant des raids destructeurs contre les Etats voisins, en terrorisant les opposants à l'apartheid et en essayant de lever l'embargo qui lui a été imposé.

L'Angola, où stationnent les forces du régime raciste après avoir occupé la partie méridionale de ce territoire, a fait l'objet d'attaques barbares qui ont provoqué de nombreuses pertes en vies humaines parmi sa population ainsi que dans les Etats voisins du Botswana, de la Zambie, du Zimbabwe et du Mozambique.

Contrairement aux attentes du gouvernement d'apartheid, les mouvements de libération nationale en Afrique du Sud et en Namibie ont renforcé leur lutte héroïque et les deux peuples persécutés ont accru leur résistance dans tous ces territoires, engendrant une guerre généralisée contre ce régime raciste odieux.

En raison de l'obstination du régime d'apartheid en Afrique du Sud, de ses pratiques inhumaines à l'encontre des peuples d'Afrique du Sud et de Namibie et de ses actes d'agression contre les Etats voisins, il incombe à la communauté internationale et au Conseil de sécurité en particulier d'adopter et d'imposer des sanctions obligatoires globales à l'Afrique du Sud, en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. C'est le seul moyen pacifique de dissuader ce régime raciste de poursuivre sa politique, ses actes d'agression contre les deux peuples

M. Karoui (Tunisie)

d'Afrique du Sud et de Namibie et les Etats africains voisins, notamment les Etats de première ligne.

En ce qui concerne les autres régions non autonomes, le Chapitre XI de la Charte des Nations Unies recommande aux

"Membres des Nations Unies qui ont ou qui assument la responsabilité d'administrer des territoires dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes reconnaissent le principe de la primauté des intérêts des habitants de ces territoires. Ils acceptent comme une mission sacrée l'obligation de favoriser dans toute la mesure du possible leur prospérité..."

Je voudrais à cette occasion réaffirmer que le nombre d'habitants d'un territoire, sa situation géographique ou la rareté de ses ressources naturelles ne peuvent en aucune manière justifier ou entraver le droit à l'autodétermination du peuple de ce territoire ni ses aspirations à l'autonomie et à l'indépendance.

De même, je demande instamment à toutes les puissances administrantes de poursuivre leurs contacts avec le Comité spécial de la décolonisation, de participer à ses délibérations et de lui fournir toutes les informations nécessaires qui pourraient l'aider à prendre les décisions appropriées.

Je voudrais également évoquer ici l'importance des visites effectuées par ce comité spécial sur place et des contacts directs qu'il a eus avec la population de ces territoires, afin de se faire une idée précise de la situation politique, économique, sociale et culturelle qui y règne.

Nous nous félicitons à cette occasion de l'assistance fournie par les agences spécialisées et les autres organismes dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies aux habitants des territoires non autonomes et nous leur demandons de poursuivre leurs efforts afin de consolider les structures économiques, sociales et culturelles de ces territoires.

Pour terminer, je voudrais remercier tous les membres du Comité spécial de la décolonisation, notamment son président, S. E. l'Ambassadeur Tadesse, d'Ethiopie, et les autres membres du Bureau, de leurs efforts constants depuis la création de ce comité spécial en 1961. La Tunisie, en tant que membre fondateur de ce comité, ne cessera de déployer des efforts et d'apporter toute sa collaboration au Comité afin qu'il puisse assumer de la meilleure manière la mission qui lui a été confiée.

M. McDOWELL (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Les observateurs omniscients qui écrivent sur la contribution de l'Organisation des Nations Unies à l'amélioration du sort de l'humanité sont tous d'accord sur un point, à savoir que l'Organisation a réussi, au-delà des espoirs et des craintes des auteurs de la Charte, à encourager la décolonisation et à libérer les colonisés.

Toutefois, il est possible de déceler ces jours-ci un sentiment que l'on pourrait qualifier de fatigue dans la façon dont certains représentants abordent les problèmes de décolonisation à l'Assemblée générale. Le Shorter Oxford English Dictionary nous dit que le mot "fatigue" vient d'une racine latine qui signifie "bailler". Il s'ensuit que cette fatigue signifie "lassitude après l'effort" ou une "réduction de l'efficacité des muscles, des organes, etc., après une activité prolongée".

Qu'il existe une certaine lassitude, une certaine fatigue en ce qui concerne la décolonisation, cela se comprend. Pendant les 40 premières années, les problèmes qui ont suscité le plus de passion dans cette enceinte concernaient la libération des colonisés. Près des deux tiers des membres actuels doivent remercier cette passion de les avoir aidé à hâter leur autodétermination et leur indépendance, car ils en ont été les bénéficiaires.

M. McDowell (Nouvelle-Zélande)

Cela n'a pas été tâche facile : même lorsque les colonisateurs appartenait à une tradition libérale, il restait des vestiges de paternalisme qu'il fallait faire disparaître. Cela ne s'est pas fait sans heurts : il y avait des intérêts solidement établis qui étaient en jeu et qu'il fallait reconnaître et prendre en considération. Dans certains cas, les colonisés ont dû aller au-delà de l'action politique pour réaliser leur liberté. Certaines puissances administrantes ont fait face à la situation avec plus de finesse - et plus rapidement - que d'autres. Mais tout au long de ce processus, il y a eu une pression constante de l'Assemblée générale qui se traduisait généralement par des résolutions annuelles, qui ont influencé même les puissances coloniales les plus intransigeantes. La tâche, dans sa plus grande partie, est donc maintenant accomplie.

Mais il y a des raisons particulières pour que les territoires qui sont encore sur la liste des territoires non autonomes y soient. Nous avons déjà discuté en séance plénière de l'absence si frustrante de progrès sur la Namibie. Cette situation insoluble découle du défi d'un Etat Membre, en l'occurrence l'Afrique du Sud, qui s'efforce de lier l'avenir de la Namibie à des événements étrangers qui se déroulent ailleurs en Afrique australe et, ce faisant, entrave d'une façon inacceptable et illégale la libération du peuple namibien.

La Namibie est en fait le dernier des territoires importants. Le reste sont de petits territoires de taille assez modeste, population et ressources et ils sont souvent éparpillés le long de vastes océans. Le droit de leur peuple à décider de leur propre avenir est tout aussi important que celui d'autres peuples. Les libertés ne devraient pas dépendre de la dimension d'un territoire, bien que la limitation des ressources puisse limiter les options dont dispose le peuple d'un tout petit territoire. On peut dire que, dans le cas des territoires restants, il faut que l'Assemblée générale fasse preuve de plus de vigilance et de vigueur pour affirmer son rôle traditionnel de surveillant, de conciliateur et de "sage-femme", car la capacité des petits et des vulnérables à se protéger et à garder intacte leur liberté de choix est très limitée. Il faut constamment tenir compte de cet élément.

Certaines de ces observations sont dues à des cas particuliers dans notre région du monde. L'année dernière, les membres de l'Assemblée générale, après avoir attentivement analysé les tenants et les aboutissants de cette affaire, ont

M. McDowell (Nouvelle-Zélande)

pris la décision courageuse de remettre sur la liste des territoires non autonomes un territoire dépendant qui, depuis plusieurs décennies, avait été unilatéralement retiré de cette liste.

Des résultats concrets et encourageants découlent de cette décision.

J'aimerais les évoquer car ils illustrent la façon dont les Nations Unies, de façon générale, continuent de jouer un rôle utile dans le processus de décolonisation.

Premièrement, elles permettent à la communauté internationale de se renseigner sur ce qui se passe dans le territoire en question. Des documents très complets sur la situation ont été établis et distribués par le Secrétariat. Deux discussions ont eu lieu pendant l'année au sein du Comité de la décolonisation, et une discussion supplémentaire s'est déroulée il y a quelques semaines en Quatrième Commission. On dispose donc maintenant de beaucoup plus de données; les délégations sont mieux informées. Bref, l'attention internationale se tourne brièvement mais régulièrement sur ce territoire. Cela a eu un effet sur la façon de mener les affaires sur le terrain. Cela a influencé, et nous pensons dans un sens positif, les parties intéressées.

Deuxièmement, la réinscription, cela veut dire que le peuple du Territoire - et il est à noter que tous les courants d'opinion sont représentés - a eu la possibilité de faire connaître son point de vue à la communauté internationale. La formule de présentation de pétitions a une fois de plus fait ses preuves. Elle fournit une tribune internationale aux colonisés. Cela a été utile. Nous avons entendu toute une série de pétitionnaires très éloquents. Nous commençons à comprendre la nature et la complexité de la situation, et tout cela est bénéfique.

Troisièmement, nous avons été encouragés par le fait que la Puissance administrante concernée a participé aux discussions en Quatrième Commission sur le Territoire. Bien entendu, nous parlons de la Nouvelle-Calédonie, et la Puissance administrante, c'est la France. Nous sommes très heureux que la France ait jugé bon d'occuper sa place à la Quatrième Commission et de fournir des renseignements, par écrit et oralement, aux Etats Membres sur la façon dont elle administre la Nouvelle-Calédonie. Cela n'avait pas toujours été le cas dans des situations similaires, aussi cette nouvelle attitude est-elle un premier pas en avant. Nous ne sommes pas toujours d'accord sur la façon dont les renseignements sont présentés ni sur leur interprétation, mais le fait est que toute volonté de coopérer doit être saluée, car cela revient à reconnaître la légitimité de l'intérêt que l'Assemblée porte à cette question.

M. McDowell (Nouvelle-Zélande)

Donc, ceux qui ont montré qu'ils avaient suffisamment de principes et de détermination en votant l'année dernière pour le projet de résolution sur la Nouvelle-Calédonie peuvent être assurés qu'on a déjà enregistré des résultats positifs. Le peuple du Territoire, comme je l'ai dit, a déjà pu présenter ici sa pétition. La Puissance administrante participe aux discussions; elle écoute, ou, du moins, elle écoute ici à New York.

Elle n'a pas encore, bien sûr, assumé son obligation en vertu de la Charte de fournir des renseignements. Mais il y a des indices qui montrent que la France a l'intention de fournir les renseignements demandés au titre de l'alinéa e) de l'article 73 de la Charte. Nous nous en féliciterions si tel était le cas.

Mais ne soyons pas trop euphoriques. La fourniture de renseignements comme le demande la Charte ne serait qu'un début. Il y a deux autres nouvelles méthodes très importantes favorisant la décolonisation qui sont apparues au cours des 40 dernières années. La première est l'audition publique de pétitionnaires dans cette enceinte qui, cette année, a déjà contribué à tenir l'Assemblée informée. Cette année, nous avons entendu des représentants de la population même. Pour la première fois en 40 ans, la voix des Néo-Calédoniens s'est faite entendre ici, et c'est important.

La deuxième, ce sont les missions de visite dont le Président du Comité spécial a parlé plus tôt ce matin. Les missions de visite des Nations Unies qui se rendent dans les territoires dépendants peuvent prendre un contact direct plus large avec les populations en général, de toutes tendances, avec les administrateurs, les législateurs locaux et autres. Nous savons que ces trois éléments d'une participation des Nations Unies - la fourniture de renseignements, l'audition de pétitionnaires et l'envoi de missions de visite - peuvent contribuer à aplanir la voie d'une transition pacifique et stable vers un acte d'autodétermination sanctionné et appuyé officiellement par la communauté internationale. Nous recommandons solennellement cette idée à la France avec une sincérité inspirée par notre propre expérience.

Nous insistons sur les avantages de tous les éléments déterminants pour tous les intéressés parce que cela devrait être l'objectif de toutes les initiatives de décolonisation proposées par l'Assemblée : apporter une contribution pratique au règlement du problème qu'ils doivent traiter et faire des progrès sur la question.

M. McDowell (Nouvelle-Zélande)

Lorsqu'une puissance administrante se trouve enlisée dans un bourbier et lorsqu'elle a perdu le contact avec des parties importantes du peuple colonisé, lorsqu'il semble qu'elle ne puisse pas rapprocher les différentes tendances politiques d'une communauté pour régler les divergences et ensemble mettre au point une politique pour l'avenir, les Nations Unies, en tant que conciliateur impartial, peuvent jouer un rôle de premier plan. Nous recommandons cette idée à la France, ainsi qu'aux membres de l'Organisation.

Si j'ai parlé d'un territoire en particulier pour illustrer mes remarques générales sur la décolonisation et sur le rôle des Nations Unies, c'est parce que ce territoire est le plus proche de mon pays. Nous attachons un intérêt particulier à son évolution politique et sa stabilité et à leurs incidences sur la sécurité de notre région.

Avant de passer enfin du particulier au général, qu'il me soit permis de dire quelques mots d'un problème qui a été traité au cours des discussions de cette année sur la Nouvelle-Calédonie, à savoir le référendum qui s'y est déroulé en septembre dernier. Si je n'en parle pas, on dira encore une fois que les délégations du Forum du Pacifique Sud sont embarrassées par ce référendum et évitent de le commenter. Ceux qui sont en fait embarrassés par cet événement sont ceux qui prétendent y voir des résultats prometteurs pour le Territoire; car c'était une consultation à propos de points non spécifiques. Personne - aucun Néo-Calédonien - ne pouvait savoir sur quoi il votait. Ils achetaient chat en poche. On n'a pas du tout défini les options. Il a été embarrassant de constater une très faible participation au référendum qui était censé influencer sur l'avenir du Territoire. La population autochtone l'a largement boycotté.

M. McDowell (Nouvelle-Zélande)

Ceux qui, en France, sont au courant, ont dit qu'il était inopportun et qu'il avait consolidé une situation qui pouvait être dangereuse au lieu de la régler. Les événements qui ont eu lieu depuis le référendum le confirment. On a assisté depuis à une montée de la tension et des troubles. Les incidents violents augmentent. Les divisions qui existent dans la communauté s'approfondissent, et la présence permanente d'une force militaire imposante crée un climat de méfiance parmi le peuple kanak. Bref, ce référendum a exacerbé la situation, et même la puissance administrante ne peut pas prétendre qu'il s'agissait là d'un acte d'autodétermination définitif ou décisif. Nous partageons cet avis.

Nous allons voter demain sur plusieurs projets de résolution relatifs à la décolonisation. Nous espérons que la fatigue dont j'ai parlé plus haut ne va pas se manifester au moment où nous avons le privilège de dire notre mot sur les questions qui font l'objet de ces projets de résolution. Les résolutions de l'Assemblée générale ont une autorité morale qui leur est particulière. Ce serait diluer cette autorité si les pays, petits ou moyens, pour lesquels l'Organisation des Nations Unies constituent une tribune indispensable, ne parlaient pas d'une même voix. Pour beaucoup, les territoires coloniaux restants semblent peut-être petits, peu importants et éloignés. Il faut rappeler que cette description pourrait s'appliquer à de nombreux Etats Membres de l'Organisation dans certaines circonstances.

Ma délégation appuiera sans aucun doute les deux projets de résolution dont nous sommes saisis au titre du point 18. Conformément à l'appui chaleureux que nous apportons à la Déclaration de 1960 sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et conformément à la façon dont nous avons toujours coopéré étroitement avec le Comité des 24 - politique que nous n'avons aucune raison de modifier - la Nouvelle-Zélande votera pour le texte sur la diffusion de l'information sur la décolonisation et également pour le texte et le suivi de l'application de la Déclaration de 1960.

Je conclurai sur une note personnelle. Il y a 21 ans, j'étais un représentant à la Quatrième Commission, lorsque l'avenir d'un territoire dont les représentants siègent maintenant dans cette assemblée a été examiné. Je me souviens fort bien d'un discours passionné prononcé par l'un des grands orateurs d'un pays d'Asie du Sud, pays qui a produit nombre de grands orateurs. Alléguant que les relations bilatérales amicales entre les Etats ne sont pas bâtis sur des sables mouvants mais sur des questions de principe, il demandait que l'on appuie un projet de résolution

M. McDowell (Nouvelle-Zélande)

très similaire à l'un de ceux sur lesquels l'Assemblée se prononcera demain. A ceux qui s'apprêtaient à s'abstenir pour ne pas offenser la puissance administrante intéressée, il a fait valoir qu'en définitive, même cette puissance administrante respecterait ceux qui fondaient leur position sur les principes plutôt que ceux qui fondaient la leur sur les exigences du moment.

Ce n'était pas un simple exercice oratoire. C'est une déclaration fortement empreinte de réalisme. Souvenons-nous en lorsque nous voterons demain sur les projets de résolution de la Quatrième Commission. En ce qui nous concerne, dans le Pacifique sud, nous le ferons, car nous devons supporter les conséquences de ces votes.

M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques)

(interprétation du russe) : L'Organisation des Nations Unies, issue de la grande victoire des peuples épris de paix sur le fascisme, a fourni un apport important à la libération des peuples opprimés. A cet égard, la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, adoptée sur l'initiative de l'Union soviétique, revêt une grande importance. En effet, cette déclaration a proclamé solennellement

"la nécessité de mettre rapidement et inconditionnellement fin au colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations;"

(résolution 1514 (XV)).

Document fondamental des Nations Unies en matière de décolonisation, la Déclaration a joué et continuera à jouer un rôle important en aidant les peuples qui sont encore sous domination coloniale dans leur lutte pour la liberté et l'indépendance, et en mobilisant l'opinion publique mondiale en faveur de l'élimination totale du colonialisme.

Depuis quelque temps, se font de plus en plus jour dans les affaires mondiales des processus positifs dans lesquels la communauté mondiale voit le signe de relations mutuelles nouvelles, conformes au degré de développement de la civilisation, de relations exemptes d'affrontement, d'oppression ou d'hostilité. On voit apparaître des conditions réelles, propres à la création d'un système global de paix et de sécurité internationales. Cependant, la réalisation d'une paix sûre doit être envisagée de divers côtés. Comme le relevait récemment le Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, dans l'article intitulé "Réalité et garanties d'un monde sûr" :

M. Smirnov (URSS)

"Une condition indispensable à la sécurité générale est le respect absolu de la Charte de l'ONU et du droit des peuples à choisir souverainement le mode et les modalités de leur développement : révolution ou évolution; ... Il faut bannir toute tentative, directe ou indirecte, visant à orienter le développement des pays 'autres', à s'ingérer dans leur développement..."

(A/42/574, p. 7)

La tâche centrale la plus urgente dans la lutte générale pour l'élimination sur la terre des vestiges honteux du colonialisme, consiste à libérer au plus tôt la Namibie. L'Union soviétique se déclare favorable à la cessation immédiate de l'occupation de la Namibie par l'Afrique du Sud, à l'exercice sans plus de retard par le peuple namibien de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance véritables, conformément aux décisions des Nations Unies, dont les résolutions 385 (1976) et 435 (1978) du Conseil de sécurité. Elle se déclare pour le transfert de tout le pouvoir au peuple namibien, sous la direction de la South West Africa People's Organization (SWAPO), reconnue par les Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine (OUA) comme le seul représentant authentique du peuple namibien.

Nous estimons que dans la solution du problème namibien, il convient d'accorder un rôle plus actif aux Nations Unies et, au premier chef, au Conseil de sécurité. Il est indispensable de contraindre le régime raciste d'Afrique du Sud à respecter les principes du droit international et à se conformer aux exigences clairement formulées de l'Organisation des Nations Unies quant à l'octroi de l'indépendance à la Namibie. A ce propos, il convient de regretter la politique pratiquée par certains pays occidentaux, qui paralysent l'action du Conseil de sécurité et qui recourent, en même temps que l'Afrique du Sud, à la politique du couplage que rejettent les Nations Unies. Ces pays se font ainsi les protecteurs complaisants du régime raciste de Pretoria, et essaient par là même de donner à la solution du problème namibien une orientation néo-colonialiste.

Nous sommes profondément convaincus qu'il convient d'intensifier la recherche collective des moyens susceptibles de mettre un terme à la situation de crise qui règne dans la partie australe du continent africain, par le biais de la cessation totale des actes d'agression perpétrés par le régime de Pretoria contre les Etats de première ligne, de l'octroi immédiat de l'indépendance pleine et entière à la Namibie et de l'élimination au plus tôt du système d'apartheid en Afrique du Sud.

M. Smirnov (URSS)

L'Union soviétique, fidèle à sa position de principe, appuie le droit de tous les peuples coloniaux, grands et petits, à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la Déclaration sur la décolonisation. Il n'est pas question selon nous d'appliquer deux poids, deux mesures à la question de la décolonisation des territoires non autonomes ou coloniaux. Les dispositions de la Charte des Nations Unies, la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance et autres décisions des Nations Unies s'appliquent au même titre à tous les territoires non autonomes, qu'il s'agisse de la Micronésie, de la Nouvelle-Calédonie, du Sahara occidental, de Porto Rico, de la Namibie, des îles Falkland (Malvinas) ou de Guam.

Nous sommes particulièrement inquiets de la situation qui règne aujourd'hui dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique. A ce jour, son peuple n'a pas la possibilité de manifester librement sa volonté et d'acquérir une indépendance véritable. Usant d'évidentes pressions économiques et politiques, la Puissance administrante a même imposé aux trois parties du Territoire un nouveau régime colonial, n'hésitant pas à recourir à des mesures extrêmes pour contraindre la population des Palaos, qui fait partie de la Micronésie morcelée, à se soumettre au diktat américain en vue de transformer ce territoire en base avancée pour le stockage d'armes nucléaires. Nous sommes convaincus que l'Organisation ne peut rester indifférente devant ces atteintes flagrantes à la Charte des Nations Unies. Les activités des Etats-Unis dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique sont arbitraires et dénuées de toute force juridique.

Seul le Conseil de sécurité, conformément à la Charte, a le droit de prendre des décisions pour mettre un terme à un accord de tutelle. Tant que le peuple du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique n'aura pas réalisé son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, comme l'exigent la Charte, la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et les autres décisions des Nations Unies, l'Organisation continuera d'assumer la responsabilité de ce territoire.

Comme en témoignent les documents des Nations Unies, sur les territoires coloniaux et dépendants, des milieux étrangers économiques et autres continuent à piller et à exploiter les ressources naturelles de ces territoires. Les décisions des Nations Unies stipulent clairement que ces activités constituent les principaux obstacles à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays

M. Smirnov (URSS)

et aux peuples coloniaux. Cette politique de diktat qui recourt aux pressions économiques est destinée à maintenir les territoires coloniaux dans un état de dépendance. Voilà pourquoi il est absolument légitime et fondé d'exiger que ces activités prennent fin.

Il est également très préoccupant de voir les puissances coloniales déployer des activités militaires dans les territoires dépendants, avec l'intention manifeste d'utiliser ces territoires à des fins contraires aux intérêts du renforcement de la paix et de la sécurité internationales. Toute activité militaire dans les territoires coloniaux doit cesser immédiatement. Il faut éliminer les bases et les installations militaires situées dans ces territoires et en interdire la construction de nouvelles.

Depuis l'adoption de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, la situation mondiale a beaucoup évolué. Les pays qui se sont libérés forment aujourd'hui un groupe qui recherche des structures organisationnelles en vue de coopérer efficacement au règlement des problèmes qui touchent l'humanité, et ce, sur un pied d'égalité. On peut prévoir que cette influence sur la politique mondiale et son rôle original sur l'élaboration de la politique, s'accroîtront à l'avenir. Les territoires non autonomes et dépendants font partie de ce monde. Ils sont cependant différents du fait qu'ils n'ont pas encore accédé à la liberté et à l'indépendance. Nous estimons qu'il est grand temps d'assurer à tous ces territoires le droit à l'autodétermination et à l'indépendance pour mener à bien l'application de la Déclaration des Nations Unies sur la décolonisation.

La délégation soviétique appuiera les projets de résolution qui sont destinés à défendre les droits inaliénables des peuples des territoires coloniaux et non autonomes à l'autodétermination et à l'indépendance véritables pour assurer leur souveraineté politique et économique et préserver leur identité et leurs valeurs culturelles.

La séance est levée à 12 h 55.